

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble, le 14/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LA MASSE DE DYNAMITAGE

Lieu-dit « Chapolay »
38460 Annoisin-Chatelans

Références : 2025 – Is163-3SD
Code AIOT : 0006100790

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/07/2025 de la carrière Lamasse implantée au lieu-dit « Chapolay » 38460 Annoisin-Chatelans.

L'inspection a été annoncée le 17/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de vérifications suite aux modifications des conditions d'exploitation accordées par arrêté préfectoral complémentaire le 12 janvier 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LA MASSE DE DYNAMITAGE, dénomination commerciale « Carrière Lamasse »
- Lieu-dit « Chapolay » 38460 Annoisin-Chatelans
- Code AIOT : 0006100790
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une carrière de matériaux calcaires (granulats et enrochements) autorisée initialement par l'arrêté préfectoral n°75-4156 du 12 mai 1975.

L'autorisation a été renouvelée par les arrêtés préfectoraux n°82-2984 du 9 avril 1982, n°92-2678 du 3 juin 1992, n°98-1291 du 2 mars 1998 et n°2013-158-0027 du 7 juin 2013. L'autorisation d'exploiter

est valable jusqu'au 7 juin 2028, remise en état incluse.

La société La Masse de Dynamitage a été rachetée par le groupe de BTP Decremps / SAEFED le 27 juillet 2022.

L'arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-DREAL UD38-2024-01-09 du 12 janvier 2024 a autorisé une activité complémentaire de transit tri de matériaux inertes (rubrique n°2517 – D) sur le site ainsi que l'accueil de matériaux inertes en remblayage de la carrière (terres et pierres uniquement).

Lors du contrôle, l'inspection des installations classées a constaté que la puissance cumulée des équipements mobiles de traitement des matériaux susceptibles de fonctionner simultanément est désormais supérieure à 200 kW après renouvellement des matériels par l'exploitant. Les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatives aux installations de la rubrique n°2515 relevant du régime de l'enregistrement s'appliquent donc au site. Le présent rapport prend acte de cette modification au titre de la rubrique n°2515 qui était précédemment déclarée dans l'autorisation initiale.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Explosifs
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence(s) réglementaire(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection | Proposition de délais ⁽¹⁾ |
|----|----------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|
| 6 | Prévention des pollutions accidentelles | Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 27.1 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 7 | Rejet des eaux pluviales | Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 27.3 Arrêté ministériel du 26 novembre 2012, articles 33 & 58 | Demande d'action corrective | 6 mois |
| 10 | Vibrations liées aux tirs de mines | Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 30 | Demande d'action corrective, demande de justificatif | |
| 11 | Plan de gestion des déchets d'extraction | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 | Demande d'action corrective, demande de justificatif | 1 mois |
| 16 | Traçabilité des TEX et sédiments – Contenu du registre chronologique | Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 17 | Traçabilité des TEX et sédiments – Déclaration au registre national RNDTS | Code de l'environnement, article R.543-43-1.-II | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 18 | Déclaration annuelle GEREP des émissions polluantes et des déchets | Arrêté Ministériel du 31/01/2008, articles 4, 6 & 7 | Demande d'action corrective | 5 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence(s) réglementaire(s) | Autre information |
|----|---------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1 | Production autorisée et exploitation | Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 1 Arrêté Préfectoral Complémentaire du 12/01/2024, article 1 | Sans objet |
| 2 | Garanties financières | Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 5 Arrêté Préfectoral Complémentaire du 12/01/2024, article 6 | Sans objet |
| 3 | Registres et plans | Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 11 | Sans objet |
| 4 | Limites d'exploitation | Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 20 | Sans objet |
| 5 | Modalités d'exploitation | Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 21 | Sans objet |
| 8 | Pollution atmosphérique - Poussières | Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 28 Arrêté ministériel du 26 novembre 2012, articles 39 & 57 | Sans objet |
| 9 | Bruit | Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 29 | Sans objet |
| 12 | Accès, clôture, surveillance | Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 33 | Sans objet |
| 13 | Installations électriques | Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 35.2 | Observation |
| 14 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 35.3 | Sans objet |
| 15 | Admission de matériaux inertes | Arrêté Préfectoral Complémentaire du 12/01/2024, articles 2 & 3 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sept non conformités ont été relevées pour lesquelles l'exploitant a déjà pris ou justifiera d'actions correctives. Une observation supplémentaire a été formulée (suites à donner aux observations du rapport des installations électriques).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Production autorisée et exploitation

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Références réglementaires : Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 1 Arrêté Préfectoral Complémentaire du 12/01/2024, article 1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Exploitation |
| Prescription contrôlée : |

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><i>L'exploitation de la carrière est autorisée pour une production annuelle moyenne de 100 000 tonnes/an et une production maximale de 150 000 tonnes/an.</i></p> <p><i>+ Art.1 APC du 12 janvier 2024 : Admission annuelle maximale autorisée en remblayage sur la carrière : 150 000 tonnes/an. Volume total autorisé en remblayage 270 000 m³.</i></p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées constate que la production annuelle respecte la production annuelle moyenne autorisée. Le gisement restant est estimé à environ 1 000 000 tonnes.</p> <p>Les conditions d'exploitation sont respectées.</p> <p>Il n'y a pas encore eu d'admission de matériaux inertes à remblayer sur le site à la date du contrôle ; seul un premier lot de terre a été admis en septembre 2025.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 2 : Garanties financières

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Références réglementaires : Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 5</p> <p>Arrêté Préfectoral Complémentaire du 12/01/2024, article 6</p> |
| <p>Thème(s) : Situation administrative, Exploitation</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>L'autorisation de poursuite d'activité est conditionnée par la constitution effective des garanties financières. L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.</i></p> <p><i>Le document établissant la constitution des garanties financières, doit être transmis à l'inspection des installations classées préalablement aux travaux d'extraction. Le document correspondant à leur renouvellement doit être adressé au moins six mois avant leur échéance.</i></p> <p><i>+ Art. 6 de l'APC du 12/01/2024 : Le montant de la garantie financière pour la troisième période, de 10 à 15 ans, est remplacé par un nouveau montant actualisé de 214 970 € (index déc. 2022).</i></p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées constate que les garanties financières ont été correctement actualisées et ont fait l'objet d'un nouvel acte de cautionnement solidaire le 1^{er} mars 2024, avec date d'effet à la notification de l'arrêté préfectoral complémentaire, soit au 12 janvier 2024.</p> <p>L'acte de cautionnement solidaire est valable jusqu'au 7 juin 2028, échéance finale de l'autorisation de la carrière.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 3 : Registres et plans

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 11</p> |
| <p>Thème(s) : Situation administrative, Exploitation</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</i> <i>• les bords de la fouille ;</i> <i>• les courbes de niveau ;</i> |

- les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille...);
- les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;
- l'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes.

Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état) sont consignées dans une annexe à ce plan.

Ce plan et ses annexes sont mis à jour au moins une fois par an. Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'inspection des installations classées constate que, suite à la dernière mise à jour de son plan d'exploitation en février 2023 qui comprenait bien l'ensemble des informations attendues, l'exploitant a réalisé un nouveau levé topographique en mai 2025 et un plan particulier des volumes de stocks à traiter et commercialiser.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Limites d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 20

Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation

Prescription contrôlée :

Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Constats :

L'inspection des installations classées constate que les limites d'extraction sont bien respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Modalités d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation

Prescription contrôlée :

21.2. Les gradins ont une hauteur unitaire maximale de 15 mètres. Leur nombre est limité à 4. Aucune extraction ne doit être réalisée en dessous du niveau 373 m NGF. Les banquettes horizontales séparant chaque gradin ont une largeur au moins égale : à 10 mètres en cours d'exploitation lorsqu'elles sont destinées à être utilisées par des véhicules et à 5 mètres dans les autres cas puis à 5 mètres en fin d'exploitation. La progression des niveaux d'extraction sera réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes.

21.3. La hauteur des stocks de matériaux est limitée à 8 m.

Constats :

L'inspection des installations classées constate que les modalités ci-avant d'exploitation sont

respectées. En particulier, certains stocks de matériaux à commercialiser qui, en 2023, dépassaient 8 m de hauteur ont été ramenés à des hauteurs conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 27.1

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

Le ravitaillement, l'entretien et le lavage des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche, muni d'un séparateur à hydrocarbures, permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Cet équipement doit faire l'objet d'un entretien régulier. Tout stockage fixe ou mobile d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une cuvette de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lors d'un stockage en extérieur, des dispositions doivent être prises pour éviter que l'eau de pluie ne puisse s'accumuler et rendre inefficace la rétention.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.

Des produits absorbants et neutralisants ainsi que le matériel nécessaire doivent être stockés dans les engins de chantier pour le traitement d'épanchement et de fuites susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des eaux et des sols. Les produits récupérés en cas d'accident peuvent être soit réutilisés, soit éliminés comme déchets dans les filières appropriées.

Les dispositifs de rétention doivent faire l'objet de vérifications régulières en particulier pour ce qui concerne leur étanchéité.

L'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères lisibles le nom des produits et les symboles de dangers conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Constats :

L'inspection des installations classées constate la mise en place de cuvettes de rétention adéquates qui sont aspirées une fois par an (bordereaux de suivi des déchets 2024 et 2025 par la société Arve Alpes Assainissement consultés).

L'exploitant explique que l'investissement pour la réalisation d'une évacuation canalisée des eaux résiduelles de la fosse et d'une aire étanche sous le bâtiment en direction d'un séparateur à hydrocarbures a été retardé en raison du changement récent des personnels référents sur le site. La réalisation de ces travaux a été confirmée à l'inspection des installations classées pour début 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de réaliser au premier

trimestre 2026 les travaux de l'aire étanche et du réseau de récupération et de traitement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Rejet des eaux pluviales

Références réglementaires : Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 27.3

Arrêté ministériel du 26 novembre 2012, articles 33 & 58

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

Rejet des eaux pluviales :

Toutes les eaux pluviales provenant des aires imperméabilisées du site (plate-forme de ravitaillement et de parking des engins) sont dirigées vers une installation de traitement comprenant un déshuileur-dégraisseur, avant rejet dans le milieu extérieur.

Les résidus d'hydrocarbures sont récupérés par un éliminateur agréé.

Les eaux canalisées rejetées respectent après traitement les prescriptions suivantes :

- *le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;*
- *la température est inférieure à 30 °C ;*
- *la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l ;*
- *les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l ;*
- *les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l.*

Aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

Eaux usées : Les eaux usées domestiques provenant des installations annexes doivent être évacuées conformément à la réglementation en vigueur.

Eaux de procédé des installations : Il n'y a pas de rejet d'eau de procédé sur le site.

Constats :

Les constats relevés lors de la dernière inspection en 2023 demeurent.

Une fois l'aire étanche et la récupération des eaux pluviales mises en œuvre dans la zone « stationnement/ravitaillement/atelier » avec un système de traitement par décantation/séparation des hydrocarbures, des analyses des eaux rejetées au point de sortie pourront être réalisées.

Ayant constaté que les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatives aux installations de la rubrique n°2515 relevant du régime de l'enregistrement s'appliquent au site, l'inspection des installations classées confirme à l'exploitant les valeurs de qualité des eaux pluviales polluées rejetées après traitement au milieu naturel (article 33 qui reprend les mêmes valeurs limites que celles contenues à l'article 27.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 juin 2013). Les campagnes de mesures devront être réalisées sur une fréquence semestrielle puis annuelle en cas de résultats conformes (article 58 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012).

Le prochain contrôle de l'installation d'assainissement non collectif doit être réalisé en 2026 par le service public compétent, la Régie des Eaux des Balcons du Dauphiné.

| |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| ➤ L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de réaliser des premières mesures de qualité des eaux pluviales rejetées après réalisation des travaux de l'aire étanche et du réseau de récupération et de traitement, puis de les renouveler six mois plus tard. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 8 : Pollution atmosphérique - Poussières

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Références réglementaires : Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 28 Arrêté ministériel du 26 novembre 2012, articles 39 & 57 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Air |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Le brûlage à l'air libre est interdit, à l'exception des déchets d'emballages des produits explosifs débarrassés de résidus de produits explosifs, dans les conditions fixées à l'article 30.22 du présent acte et sous réserve qu'il n'en résulte pas de gêne notable pour le voisinage ni de risque d'incendie pour le reste de l'établissement.</i></p> <p><i>L'exploitant doit prendre toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. Il met en œuvre les moyens nécessaires à l'abattage des poussières gênantes pour le voisinage.</i></p> <p><i>Les chantiers, les pistes de roulage et les stocks de matériaux doivent être arrosés en tant que de besoin et notamment en période de sécheresse afin qu'ils ne soient pas à l'origine d'émission de poussières.</i></p> <p><i>Les véhicules quittant le site ne doivent pas entraîner de dépôt de poussières ou de boues sur les voies de circulation publiques. Si nécessaire, un dispositif permettant le nettoyage des roues et du châssis des véhicules est installé en sortie du site. Il fonctionne en circuit fermé et doit être équipé d'un décanteur-déshuileur entretenu régulièrement.</i></p> <p><i>Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible. Les installations seront autant que faire se peut capotées. Les émissions de poussières sont captées et dirigées vers un ou plusieurs dispositifs de dépoussiérage, ou combattues à la source par capotage ou aspersion (pulvérisation d'eau) des points d'émission ou par tout procédé d'efficacité équivalent. La conception et la fréquence d'entretien des installations doivent permettre d'éviter des accumulations de poussières sur les structures et dans les alentours.</i></p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées constate que les dispositions pour éviter les envols de poussières sont prises par l'exploitant.</p> <p>L'observation formulée en 2023 de mettre en place des consignes et des panneaux limitant la vitesse de circulation sur la piste d'accès à la carrière et au sein du périmètre de la carrière à 25 km/h a été prise en compte : les consignes sont établies et affichées par note de service au bureau d'entrée de la carrière ; les panneaux de signalisation de limitation de vitesse ont été commandés.</p> <p>La production maximale de la carrière étant limitée à 150 000 tonnes/an maximum, et les</p> |

installations de traitement relevant initialement du régime déclaratif pour la rubrique n°2515-1, la carrière n'était pas formellement soumise à la mise en place d'un plan de surveillance des retombées de poussières.

Néanmoins, l'inspection des installations classées constate que l'exploitant a mis en place de manière volontaire un plan de surveillance daté du 28 février 2023 et a initié des campagnes de mesures de retombées de poussières trimestrielles.

Ces campagnes de surveillance des retombées de poussières ont été menées conformément à la norme NF X 43-014, avec une fréquence trimestrielle, sur une durée de 30 jours minimum, à l'aide de jauges de type Owen. 4 stations de mesures ont été définies au plan de surveillance (1 point témoin, 1 station de type b dans le voisinage et 2 stations de type c en limite de site). Le cabinet GeoEnvironnement a élaboré le plan de surveillance et mené les campagnes.

En 2023, les concentrations relevées ont été comprises entre 68,78 mg/m³/j en moyenne annuelle au point 2 chez le riverain voisin et 262,71 mg/m³/j en moyenne au maximum sur la carrière (au point 4 en limite Sud qui jouxte la carrière voisine CARRIÈRES D'ANNOISIN, ce qui influence les résultats sur cette station), et 90,97 mg/m³/j sur la station témoin. Les teneurs des points sont inférieures à la valeur de référence sanitaire retenue pour l'air ambiant de 350 mg/m³/j.

Les quatre campagnes trimestrielles ont été poursuivies en 2024 selon le même plan de surveillance par le même cabinet GeoEnvironnement. Les moyennes annuelles glissantes demeurent comprises entre 65,87 et 125,87 mg/m³/j en moyenne au point 2 chez le riverain voisin ; entre 76,65 et 154,16 mg/m³/j en moyenne sur la carrière (maximum pour le point 4 en limite Sud toujours avec l'influence cumulée de l'activité de la carrière voisine) ; et entre 75,46 et 123,84 mg/m³/j en moyenne annuelle glissante sur la station témoin. Les teneurs des points sont inférieures à la valeur de référence sanitaire retenue pour l'air ambiant de 350 mg/m³/j.

La valeur sur l'année glissante au droit de la jauge n°2 (voisinage de type b) étant conforme sur 8 trimestres consécutifs, les mesures à partir de 2025 ont été proposées par GeoEnvironnement sur une fréquence semestrielle conformément aux dispositions applicables aux carrières soumises à plan de surveillance (article 19.7 de l'AM du 22 septembre 1994).

Cette initiative de surveillance des retombées de poussières prise en 2023 est bienvenue car, entre-temps, le matériel de premier et second traitement des matériaux sur le site a été renouvelé et complété. Ce matériel comprend désormais un concasseur MOBIREX 130i EVO2 (d'une puissance de 371 kW), deux cribles MOBISCREEN MSS 802i EVO (99 kW) et MOBISCREEN MS 15Z-AD (95 kW). Le traitement par concassage et criblage des matériaux est organisée sur une fréquence d'une à deux campagnes par an. Le traitement seul par criblage est mis en œuvre de manière plus fréquente. Les équipements mobiles de traitement ne sont pas établis à demeure sur le site ; le jour du contrôle, ils n'étaient d'ailleurs pas présents le site.

L'inspection des installations classées constate qu'une puissance cumulée de traitement des matériaux supérieure à 200 kW est ainsi mise en œuvre de manière régulière sur le site. Les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatives aux installations de la rubrique n°2515 relevant du régime de l'enregistrement s'appliquent donc au site, en particulier les articles 39 (plan de surveillance des retombées de poussières) et 57 (campagnes de mesures trimestrielles).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- **L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de maintenir, à compter de 2026, la fréquence trimestrielle de surveillance des retombées de poussières.**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 29

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

En dehors des tirs de mines, les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas être à l'origine de niveaux de bruit et d'émergence supérieurs aux valeurs fixées dans le tableau ci-dessous

| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) | Émergence admissible pour la période allant de 7h30 à 17h30, sauf dimanches et jours fériés |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|
| Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A) | 6 dB(A) |
| Supérieur à 45 dB(A) | 5 dB(A) |

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) sauf si le bruit résiduel est supérieur à cette limite. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes. [...]

Article 8.4 de l'annexe I de l'AP du 30/06/1997 : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.

Constats :

L'inspection des installations constate que l'exploitant a bien mis en place le 4 avril 2023 un contrôle diurne de ses émissions sonores lorsque la carrière est en activité, avec deux points de mesure en limite de propriété et un point de mesure au niveau de l'habitation la plus proche.

L'inspection des installations consulte le rapport des mesures des niveaux de bruit qui ont été réalisées en 2023 par le cabinet GeoEnvironnement. L'ensemble des niveaux de bruit en limite de propriété sont conformes et inférieurs à la limite de 70 dB(A). Les émergences mesurées dans le voisinage sont elles aussi conformes et inférieures à la limite de 6 dB(A).

L'inspection des installations classées constate la conformité de la surveillance des émissions sonores. La prochaine campagne devra avoir lieu en 2026.

Ayant constaté que les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatives aux installations de la rubrique n°2515 relevant du régime de l'enregistrement s'appliquent au site, l'inspection des installations classées confirme à l'exploitant la fréquence triennale des mesures.

Si le résultat d'une mesure dépasse la valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redeviendra annuelle. A l'issue de deux campagnes de mesures successives conformes, la fréquence pourra redevenir triennale.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- La prochaine campagne de mesures des niveaux de bruit et d'émergence devra avoir lieu en 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Vibrations liées aux tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 30

Thème(s) : Risques chroniques, Vibrations

Prescription contrôlée :

Les dispositifs d'abattage à l'explosif et notamment les charges unitaires mises en œuvre doivent être adaptés à la progression des fronts de taille vers les constructions voisines. À ce titre, l'exploitant définit des plans de tirs adaptés.

Les tirs de mines sont interdits en période nocturne.

Pour les tirs de mines, le niveau de pression acoustique de crête est limité à 125 décibels linéaires.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

| Bande fréquence en HZ | Pondération du signal |
|-----------------------|-----------------------|
| 1 | 5 |
| 5 | 1 |
| 30 | 1 |
| 80 | 3/8 |

Chaque tir fait l'objet de mesures de vibrations. Les points de mesure sont choisis et aménagés en accord avec l'inspection des installations classées.

Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir ainsi que les résultats des mesures. Ce registre est tenu en permanence, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de l'inspection des installations classées. Un bilan des mesures lui est adressé chaque année.

Constats :

L'inspection des installations classées constate que le registre des tirs de mines est bien tenu à jour avec les caractéristiques techniques de chaque tir et les bordereaux de livraison du fournisseur.

13 tirs ont été réalisés en 2023, 11 tirs en 2024 et 7 depuis janvier 2025.

L'inspection des installations classées constate l'absence de mesures de vibrations depuis la reprise de l'activité à l'automne 2022, constat qui avait déjà été formulé lors de l'inspection du 3 avril 2023. L'inspection des installations classées constate néanmoins qu'un sismographe a été acheté par l'exploitant, mais qu'il n'a pas été installé ni utilisé par les anciens directeur d'exploitation et chef de la carrière, qui ont quitté l'entreprise depuis.

Le directeur prend l'engagement de la mise en service immédiate du sismographe et du bon enregistrement des vibrations pour chacun des tirs qui seront dorénavant mis en œuvre sur la carrière.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre la photo de la mise en service du sismographe positionné sur le bâtiment d'accueil ainsi que la facture de son calibrage avant mise en service pour le prochain tir de mine. Le registre des tirs comprenant les enregistrements des vibrations sera tenu à disposition.

| |
|-------------------------------------------------------------------------------------|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, demande de justificatif |

N° 11 : Plan de gestion des déchets d'extraction

| |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Déchets |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. [...]</i></p> <p><i>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</i> • <i>le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;</i> • <i>la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</i> • <i>en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</i> • <i>la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;-le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;</i> • <i>les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</i> • <i>en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;</i> • <i>une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;</i> • <i>les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.</i> <p><i>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</i></p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées constate que l'élaboration du plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées a été confiée au bureau d'études GeoEnvironnement (bon de commande du 4 août 2025).</p> <p>L'inspection des installations classées constate que son contenu est conforme aux dispositions de l'article 16 bis de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>➤ L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre le plan de gestion des déchets d'extraction dans un délai d'un mois.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |

| |
|-------------------------------------------------------------------------------------|
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, demande de justificatif |
| Délai proposé : 1 mois |

N° 12 : Accès, clôture, surveillance

| |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 33 |
| Thème(s) : Autre, Exploitation |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>33.1. <i>L'accès au site est contrôlé par une barrière mobile, verrouillée en dehors des heures de travail, de manière à interdire l'accès à tout véhicule étranger à l'entreprise.</i></p> <p>33.2. <i>L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site doivent être interdits par une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation. Le danger, notamment présenté par la proximité des fronts de taille devra être signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux « chantier interdit au public » sont mis en place sur les voies d'accès.</i></p> <p>33.3. <i>En dehors de la présence de personnel, les installations sont neutralisées et leur accessibilité interdite.</i></p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées constate que le site est clôturé, que son accès est protégé et que le dispositif d'ensemble est toujours satisfaisant.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 13 : Installations électriques

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 35.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>L'installation électrique et le matériel utilisé sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées. Le matériel et les canalisations électriques doivent être maintenus en bon état et rester en permanence conformes à leurs spécifications d'origine.</i></p> <p><i>Les installations doivent être vérifiées lors de leur mise en service après chaque déménagement ou après avoir subi une modification de structure, puis au minimum une fois par an. Ces vérifications font l'objet de rapports détaillés dont la conclusion précise très explicitement les défauts constatés auxquelles il faut remédier dans les plus brefs délais.</i></p> |
| <p>Constats :</p> <p>En 2023, l'inspection des installations classées avait constaté que l'exploitant avait remplacé et mis aux normes l'armoire électrique et le circuit électrique du site. Un contrôle annuel périodique était confié au cabinet CTE dont la première visite initiale a été réalisée le 11 avril 2023.</p> <p>L'inspection des installations classées constate qu'il n'y a pas eu de contrôle annuel en 2024.</p> <p>Pour 2025, l'exploitant a mandaté la société Veramac qui est intervenue le 7 août 2025; l'inspection des installations classées a pu consulter son rapport de vérification périodique annuelle qui comporte des observations.</p> |

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 35.3

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

La carrière doit être pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ils sont judicieusement répartis dans les installations.

L'interdiction de fumer est affichée à proximité des stocks de liquide inflammable.

Constats :

En 2023, l'inspection des installations classées constatait que des extincteurs n'étaient pas correctement répartis et/ou en nombre suffisant. Une commande pour la fourniture de 13 extincteurs neufs adaptés et leur vérification périodique avait été justifiée auprès de l'inspection. L'inspection des installations classées constate qu'il n'y a pas eu de contrôle annuel des extincteurs en 2024.

Pour 2025, l'exploitant a mandaté la société Motte Protection Incendie qui a effectué la vérification périodique annuelle des extincteurs le 22 juillet 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Admission de matériaux inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 12/01/2024, articles 2 & 3

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

Seuls les déchets inertes de terres et pierres sont admis en remblayage sur la carrière, dont la liste figure ci-dessous :

- Terres et pierres (y compris déblais) hors terres et pierres provenant de sites contaminés (Famille déchet : 17. Déchets de construction et de démolition / code déchet : 17 05 04) ;
- Terres et pierres provenant de jardins et de parcs publics ou privés (Famille déchet : 20. Déchets municipaux / code déchet 20 02 02).

Les dispositions des arrêtés :

- du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du Code de l'environnement sont applicables au site et à ses installations sauf disposition contraire du présent arrêté .

Art. 2 à 9 de l'AM du 12/12/2014 :

Art. 3 : **Procédure d'acceptation préalable.** Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.

L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.

L'exploitant s'assure :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût

économiquement acceptable ;

- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; [...]

Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.

Art. 5 : Document préalable du producteur indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires/transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.
- Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 7 : Vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.

Art. 8 : Accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu à l'article 5 par les informations minimales suivantes :

- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;
- la date et l'heure de l'acceptation des déchets.

Art. 9 : Registre d'admission. Il comprend : l'accusé d'acceptation des déchets, le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement, le cas échéant, le motif de refus d'admission. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'inspection des installations classées constate que, depuis l'autorisation d'accueil de matériaux inertes en remblayage (terres et pierres uniquement), accordée par arrêté préfectoral complémentaire le 12 janvier 2024, seul un lot de terre en provenance de la plateforme savoyarde de transit-tri du groupe Decremps a été admis sur le site.

L'inspection des installations classées constate que le contenu des documents d'admission préalable est complet et que la procédure d'admission dans sa globalité est conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Traçabilité des terres excavées et sédiments – Contenu du registre chronologique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets, RNDTS

Prescription contrôlée :

*Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un **registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants**.*

Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'installation : la date de réception ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ;*
- les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;*
- lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R.541-7 du Code de l'environnement ;*
- s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R.541-8 du Code de l'environnement ;*
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;*
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R.541-45 du Code de l'environnement ;*
- la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m³ ;*

c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;*
- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;*
- l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L.125-6 ;*
- la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ;*
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;*
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R.541-53 du Code de l'environnement ;*
- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R.541-56 du Code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;*

d) Concernant l'opération de traitement :

- le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;*
- lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L.311-1 du Code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;*
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B*

du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Dans le cadre de l'application de la directive cadre déchets révisée en 2018 et de la loi relative à la lutte contre le gaspillage et l'économie circulaire du 10 février 2020, la traçabilité des déchets se renforce et est étendue aux terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet. Cette traçabilité change aussi de format pour évoluer vers un support électronique.

Depuis le 1er janvier 2022, toute personne produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, (y compris celles effectuant une opération de valorisation en carrière ou exploitant une installation de transit/regroupement de ces matériaux) doit téléverser tous les mois en ligne dans le registre national des déchets, des terres et sédiments RNDTS sur l'application <https://app.trackdechets.beta.gouv.fr/login> , les informations issues de son registre de suivi chronologique.

Tous les acteurs de cette chaîne de gestion sont concernés, y compris la société La Masse de Dynamitage qui exploite la carrière Lamasse d'Annoisin-Chatelans.

Le contenu des informations à renseigner dans le registre en ligne est précisé par l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du Code de l'environnement (cf point ci-après).

L'inspection des installations classées constate que l'exploitant dispose des informations requises dans ces documents et registre d'admission nonobstant les informations relatives aux éventuels transporteurs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de conforter dans un délai d'un mois le contenu de ses documents d'admission et donc de son registre chronologique et de le tenir à disposition.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 17 : Traçabilité des terres excavées et sédiments – Déclaration au registre national RNDTS

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.543-43-1.-II

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets, RNDTS

Prescription contrôlée :

Le ministre chargé de l'environnement met en place une **base de données électronique centralisée, dénommée « registre national des terres excavées et sédiments »**, dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments.

Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R.541-43 peuvent constituer une unique base de données.

Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>données constitutives du registre. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.</p> <p>Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées constate l'absence de téléversement des données du registre chronologique de la carrière Lamasse. Seul un lot de terre a été admis jusqu'à présent.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>➤ L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de créer dans un délai d'un mois son compte sur l'application nationale Trackdéchets et de téléverser mensuellement les données de son registre chronologique RNDTS.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 1 mois</p> |

N° 18 : Déclaration annuelle GEREPP des émissions polluantes et des déchets

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, articles 4, 6 & 7</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, GEREPP</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 4 : L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé de l'environnement les données ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les émissions chroniques ou accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, [...]; • les émissions chroniques ou accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets [...]; • les volumes d'eau prélevée dès lors que le volume de prélèvement est supérieur à 50 000 m³/an ; • les volumes d'eau rejetée, le nom et la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement est supérieur à 50 000 m³/an [...]. <p>Art. 6 : La déclaration prévue à l'article 4 du présent arrêté est effectuée sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet [...].</p> <p>Art. 7 : La déclaration des données d'émission d'une année est effectuée avant le 1er avril de l'année suivante si elle est faite par télédéclaration.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées constate que la déclaration annuelle GEREPP n'a pas été complétée par l'ancien directeur d'exploitation.</p> <p>De nouveaux droits d'accès à l'application sont ouverts par l'inspection au directeur du groupe et au nouveau directeur d'exploitation de la carrière.</p> |

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de faire sa future télédéclaration au titre de l'année 2025 dans les délais réglementaires, à savoir avant le 1er avril 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 5 mois